

# Déploiement de force contre la marche

Congo-Kinshasa Kinshasa avait des allures de ville morte, lundi, malgré l'appel à marcher.

**K**inshasa avait des allures de ville morte, lundi. L'appel du Rassemblement d'opposition (Rassop, coalition d'opposants à la prolongation au pouvoir du président Joseph Kabila) à marcher "pacifiquement" pour le respect de l'accord de la Saint-Sylvestre - qui balise le partage du pouvoir après la fin du dernier mandat légal du chef de l'Etat, en décembre dernier - avait en effet été contré, dimanche soir, par une interdiction de manifester dans tout le pays.

Selon la police, l'itinéraire annoncé dans la capitale "comporte les germes de l'insurrection" et, par conséquent "tout attroupement de plus de dix personnes sera dispersé".

## On manifeste aux matches de foot

Depuis début 2015, Kinshasa interdit la plupart des manifestations de l'opposition dans le pays, malgré les appels de la communauté internationale. Conséquence inattendue: de très nombreux matches de foot au Congo se sont transformés en spectaculaires protestations anti-Kabila.

Et les manifestations qui font exception à ces interdictions sont l'objet d'une violente répression: les dernières, en décembre 2016, avaient ainsi fait 40 morts et l'Onu avait condamné "un usage excessif et disproportionné de la force" contre les protestataires.

Ce lundi, personne n'est sorti à Kinshasa, ni manifester ni travailler, transformant la bouillante capitale congolaise en "ville fantôme", alors qu'un important déploiement de force - police et armée, avec camions anti-émeute et jeeps - était noté à

tous les points stratégiques de la ville ainsi qu'en patrouilles mobiles. Dimanche, des médias proches du pouvoir affirmaient que Félix Tshisekedi, président du Rassemblement, avait quitté le pays pour Addis Abeba; l'intéressé, indigné, a assuré par tweet être "à Kinshasa aux côtés du peuple".

Aubin Minaku, coordonnateur de la Majorité présidentielle, a voulu voir dans l'absence de marche, lundi, "un échec cuisant" de l'opposition qui "voulait démontrer qu'elle est populaire mais elle n'a pas réussi". Il y a une semaine, l'appel à la grève générale du Rassemblement avait été bien suivi.

L'accord de la Saint-Sylvestre a reçu l'appui du Conseil de sécurité de l'Onu, qui vient d'en faire la

deuxième priorité de la Monusco (Mission de l'Onu au Congo) après la protection des civils. Le Secrétaire général de l'Onu doit ainsi tenir le Conseil de sécurité "informé par écrit tous les 45 jours" des "progrès" et "obstacles" dans la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016 et la préparation des élections". Celles-ci sont annoncées pour fin 2017, celles de 2016 n'ayant pas été organisées par M. Kabila - qui reste ainsi au pouvoir.

Le représentant spécial de l'Onu au Congo a rappelé dimanche "qu'il n'y a pas d'alternative à la mise en œuvre intégrale et de bonne foi de l'accord politique signé le 31 décembre 2016".

## On s'écarte de l'accord de la S-Sylvestre

Le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a jugé samedi que la nomination au poste de Premier ministre, vendredi, d'un transfuge de l'UDPS, Bruno Tshibala (voir "La Libre" du 8 avril), "s'écarte de la lettre et de l'esprit de l'accord de la Saint-Sylvestre, qui prévoyait la nomination d'un Premier ministre proposé par le Rassemblement" d'opposition. "Comme l'Union européenne, la Belgique est préoccupée par

le fait que les autorités de transition ne disposent pas du large soutien nécessaire."

Et la Belgique de rappeler que cet accord implique "la levée des restrictions aux droits et libertés". "Dans ce contexte, et suite à la forte détérioration de la situation sécuritaire et des droits de l'homme dans différentes parties du pays, la Belgique se concertera avec ses partenaires internationaux concernant les relations avec la RDC. Elle demande à tous les acteurs de tout faire en vue de permettre l'expression d'opinions de manière pacifique."

## "Actions citoyennes" de l'opposition

Le Rassemblement d'opposition a indiqué dimanche que la marche de soutien à l'accord de la Saint-Sylvestre - qui n'aura donc pas eu lieu lundi - ouvrirait un "programme, qui va s'étendre jusqu'au 24 avril 2017" et comportera des "actions citoyennes, dont notamment une grande initiative en faveur de nos compatriotes qui souffrent le martyre au Kasai".

Un soulèvement villageois contre les autorités et les symboles de l'Etat, au nom du chef tué de l'importante tribu des Bajila-Kasanga, Kamwina Nsapu, ainsi que la répression indiscriminée par les forces de l'ordre, font des centaines de morts depuis quelques mois dans cette région centrale du Congo. Une grande partie des cadres et partisans de l'UDPS, principal parti d'opposition, sont originaires du Kasai.

MFC

**"[L'accord implique] la levée des restrictions aux droits et libertés."**

**Didier Reynders**  
Ministre belge des Affaires étrangères, samedi.